

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Denain et Radio-Moscou

CE sont les « groupements gauchistes et hooligans pro-maoïstes » (*) qui ont fait dégénérer les manifestations revendicatives de Denain en « bataille rangée entre police et ouvriers ».

C'est l'appréciation portée dimanche par *Radio-Moscou* sur la ferme et juste riposte des sidérurgistes et de toute la population de Denain à l'agression policière contre un car à Saint-Amand, mardi dernier : grenades lancées à l'intérieur, travailleurs tabassés...

Sachant où *Radio-Moscou* peut aller chercher les « informations » justifiant de tels commentaires, on peut mieux saisir le sens des discours de certains leaders du PCF...

Radio-Moscou reconnaît bien sûr que la police aurait usé de quelque brutalité à l'égard des travailleurs. Mais c'est pour mieux se féliciter de « l'attitude du RPR, le parti le plus important de la coalition gouvernementale qui a dénoncé les violences et les répressions envers ceux qui demandent la satisfaction de leurs droits ».

Remarquable convergence encore : entre les appréciations du RPR et du PCF, entre les appréciations du PCF et de *Radio-Moscou*.

En somme, il ne resterait plus guère que Barre pour accuser le PCF d'être à l'origine des incidents, par sa volonté de politiser la lutte revendicative et d'attaquer la politique européenne du gouvernement.

Mais, dit-on, Giscard, le grand chef de ce gouvernement, était le premier partisan d'une session parlementaire extraordinaire sur l'emploi, dont le RPR, le PC et autres partis lui auraient « volé » l'initiative.

Belle unanimité ici pour placer les luttes hors des usines, hors de la rue, sur le terrain parlementaire.

Si l'on fait ainsi le tour du problème, on voit que les travailleurs n'ont qu'une issue s'ils ne veulent pas tourner en rond, s'ils veulent remporter quelques succès.

L'issue dont tout ce monde là se donne bien du mal pour l'en détourner : la voie de la lutte, ferme, résolue, sur le terrain des entreprises, ou dans la rue, de la riposte du « tac au tac » aux attaques des patrons et de leur gouvernement.

La voie de la lutte pour en finir un jour avec le système capitaliste lui-même.

Gilles CARPENTIER

(*) Terme par lequel sont désignés dans les pays de l'Est ceux considérés comme des marginaux et des voyous.

Courrier des lecteurs
L'intervention chinoise
au Vietnam

«Un événement qui
soulève des questions
trop importantes...»

(Voir page 5)

Manifestation de samedi à Denain

L'unité en question

Après une semaine marquée par la ferme riposte des sidérurgistes et de la population aux agressions policières, une manifestation d'un tout autre ton, samedi à Denain, augure mal de l'unité des sidérurgistes (Voir page 3)



FRANCE-ROUMANIE

Multiplier les échanges

DIVERSIFIER ses échanges économiques, multiplier et développer de bonnes relations avec tous les pays, sur la base de la coexistence pacifique, tel est l'un des aspects de la politique étrangère de la Roumanie.

Et c'est ce qui vient de se manifester à nouveau à l'occasion de la visite du président français à Bucarest.

Cette politique semble bien simple et pourtant ce n'est pas si facile à appliquer, surtout quand Moscou se prétend « protecteur » et aimerait bien mettre son nez dans vos affaires à tout propos.

Contrairement aux autres pays de l'Est, membres du Pacte de Varsovie, la Roumanie jouit d'une audience internationale car tout le monde sait que ce qu'elle dit n'est pas

un simple écho des positions soviétiques. Et c'est ce qui explique que les chefs d'Etat des pays les plus divers (grands ou petits, industrialisés ou du tiers-monde) se succèdent à Bucarest.

DIVERSIFIER SES RELATIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES

On sait que la Roumanie est attachée à la détente mais comme l'indique le communiqué commun signé entre Ceausescu et Giscard, une détente qui « exclut la politique des blocs ou des sphères d'influence ». En somme, une détente qui n'a pas grand-chose à voir avec la notion qu'en à Moscou, à savoir précisément la soumission aux blocs. Sur le plan économique aussi, la Roumanie entend être un partenaire à part entière et non le vassal de Moscou qui passerait avec les pays choisis par Moscou des accords voulus par Moscou.

Le récente reconnaissance par la Roumanie du marché com-

mun européen en est une preuve qui n'a certainement pas été du goût de tout le monde. Jusqu'à présent, Moscou tenait beaucoup à ce que les pays membres du Comecon (l'organisation économique des pays de l'Est dominée par l'URSS) ne signent pas d'accord séparé avec la CEE mais passent par le Comecon.

Avec la France, la Roumanie souhaite doubler ses échanges par rapport à la référence de 1975. Des accords économiques importants ont été passés comme l'adoption par la télévision roumaine du procédé français de la couleur « Sécam ». Ce faisant, la Roumanie montre qu'au niveau économique aussi, elle veut diversifier ses relations avec l'Occident et ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier (jusqu'ici la Roumanie avait essentiellement des échanges avec les USA et l'Allemagne de l'Ouest).

Aujourd'hui, grâce à sa politique d'indépendance économique et politique, la Roumanie possède une industrie déjà assez développée. Ce n'était pourtant pas le plan prévu par Moscou il y a

une vingtaine d'années qui voulait en faire un pays essentiellement tourné vers l'agriculture.

GISCARD MENAGE MOSCOU

Côté français, l'éclat de la visite de Giscard aura pourtant été terni par les déclarations élogieuses du président français à l'adresse de l'URSS, saluant « la retenue dont ont fait preuve les puissances intéressées à la poursuite de la politique de détente dans les événements dont le Sud-Est asiatique vient d'être le théâtre ». A quelques semaines de sa visite à Moscou, Giscard a tenu à ménager son prochain hôte...

On ne lui en demandait pas tant à Bucarest, où Ceausescu avait refusé (contrairement aux autres pays de l'Est) de condamner unilatéralement l'action chinoise au Vietnam se prononçant quant à lui, pour un retrait simultané de toutes les forces étrangères des pays de la région et du Sud-Est asiatique.

Claude LIRIA

LE MONDE EN MARCHÉ

Tchécoslovaquie

Cercueil pour un dissident

« **O**n s'en fout si tu creves de faim, on se fera même un plaisir de t'offrir un cercueil quand ça arrivera ». C'est ce qu'ont répondu les policiers tchécoslovaques au dissident Vaclav Havel, un des dirigeants du mouvement de la Charte 77. Havel vit à Prague en résidence surveillée pour « littérature contre l'Etat ». Il a réussi à faire sortir une lettre, expliquant que depuis le 2 mars on lui interdit même de sortir de chez lui pour aller faire ses commissions. Ce sont les policiers à qui il faisait remarquer qu'il ne pouvait pas vivre sans manger qui lui ont ainsi offert un cercueil.

La Lybie au secours d'Amin Dada

ALORS que la guerre continue entre l'Ouganda et la Tanzanie, à l'avantage net de la dernière, et que les forces d'opposition ougandaises de l'ancien président Obote sont également engagées dans le conflit contre Amin Dada, on apprend de source africaine que la Libye vient d'organiser un pont aérien pour amener des hommes et du matériel militaire afin de soutenir le trône chancelant d'Idi Amin. C'est en octobre dernier que les forces armées ougandaises avaient envahi une large bande du territoire tanzanien, entraînant une riposte tanzanienne. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés ougandais vivent dans les pays africains limitrophes de l'Ouganda, en particulier la Tanzanie.

Italie

La crise continue

UN coup pour rien dans la lutte pour le pouvoir que se mènent en Italie les deux plus grands partis politiques : la Démocratie chrétienne et le PCI. Après l'échec de la tentative de former un gouvernement du républicain La Malfa, c'est à l'ancien premier ministre démocrate-chrétien Andreotti qui se retrouve chargé par le président Sandro Pertini de présenter un cabinet. Dans la mesure où se cabinet ne pourrait pas survivre à un seul vote parlementaire sans le soutien du PCI, il semble qu'on s'achemine vers des élections anticipées, solution que tous les partis disaient pourtant refuser d'avance.

Grande-Bretagne

Fin de la grève des services publics

LES travailleurs britanniques du secteur public viennent de décider de reprendre le travail après avoir obtenu du gouvernement Callaghan une augmentation de 9 % considérée par eux comme un « acompte » sur les augmentations qui devront résulter des négociations en cours. Ceux que l'on appelle outre-manche les « travail sale » : égoutiers, éboueurs, fossoyeurs, cantonniers, étaient en grève depuis plus d'un mois à l'appel de leur syndicat, le NUPE. Leur salaire de base est actuellement de 1 550 F par mois.

Argentine

Grève à l'usine Renault de Cordoba

DEPUIS mardi dernier, les 4 500 ouvriers de l'usine Renault de Cordoba sont en grève pour réclamer une augmentation de 15 % des salaires à compter du 1er janvier ainsi que l'engagement d'un réajustement mensuel des salaires en fonction du coût de la vie. Les patrons n'ayant versé aucune augmentation en février, les ouvriers ont décidé de reprendre la grève.



Iran

Des milliers de femmes dans la rue

CE qui s'est passé ces derniers jours en Iran est inquiétant pour le sort de la démocratie dans ce pays.

Toutes les promesses faites par Khomeiny depuis Neauphle-le-Château quant à la démocratie et la liberté des femmes seraient-elles lettres mortes.

« Le voile ou la raclée » un mot d'ordre réactionnaire que l'on entend résonner dans Téhéran : va-t-il être appliqué ?

Avant d'avoir été acceptée par voie référendaire, la loi islamique est déjà en application en Iran. Les premières mesures prises en fonction de cette loi sont l'interdiction de l'alcool, de la viande congelée, etc. Mais tout cela est secondaire. Les faits graves ce sont par exemple les exécutions sommaires. Certes les exécutions des dignitaires de l'ancien régime, responsables de massacres envers le peuple n'ont pas de quoi nous

attrister ; mais que penser des exécutions d'hommes dont la seule « faute » est d'être homosexuels ? Que penser aussi de la lapidation d'un couple coupable d'adultère ? Enfin que penser de cette avalanche de mesures contre les femmes ?

Il est désormais obligatoire pour celles qui travaillent dans les bureaux de porter, sinon le tchador, du moins un foulard susceptible de recouvrir les cheveux et la nuque.

Celles qui arrivent au travail « dénudées » sont renvoyées chez elles. Pour les autres, celles qui n'effectuent pas de travaux publics elles doivent subir dans la rue les vexations et les attaques de la part de « brigades islamiques ».

Ce n'est pas pour vivre cela, pour se voir considérer comme moins que rien que les Iraniennes se sont levées par millions contre la dictature du Shah ! Jeudi dernier, ce sont 50 000 femmes qui ont manifesté dans

les rues de Téhéran pour montrer, à la faveur de la journée internationale de la femme, qu'elles n'étaient pas prêtes à accepter un retour au Moyen-âge.

Sous la dictature du Shah, bon nombre de femmes portaient le tchador non par conviction religieuse pas en guise de protestation contre le régime. Il était alors un symbole de la lutte contre le régime faiste pour la libération du pays.

Les femmes ont participé activement, on a pu le voir lors des gigantesques manifestations, à la chute du Shah. Aujourd'hui, quand elles manifestent, on leur envoie les troupes armées qui tirent en l'air pour les disperser.

A ces manifestations, il y en eut deux dans la journée, il y avait bien sûr des étudiantes mais également des employés, des fonctionnaires. On a pu voir également dans plusieurs lycées de la ville des lycéennes manifester. Elles ont aussi subi la répression.

Aujourd'hui, les lycées mixtes sont interdits en Iran, ils sont considérés comme malsains.

Où sont les promesses de Khomeiny qui affirmaient que le Shah n'avait pas apporté la liberté pour les femmes, ce qui est d'ailleurs une réalité mais que la République islamique prendrait cette tâche en main.

Toutefois, en comptant sur leur détermination, les femmes iraniennes ont réussi à faire reconnaître par Khomeiny que le port du tchador n'était plus obligatoire. Seule une tenue « décente » est exigée. Ce recul de Khomeiny a été obtenu suite à la manifestation de 50 000 femmes samedi dernier. Khomeiny a aussi condamné les fanatiques qui avaient poignardé des femmes lors de cette manifestation.

Le peuple iranien montre ainsi qu'il ne veut pas abandonner la lutte pour les droits démocratiques.

Evelyne LE GUEN

Moyen-Orient

Une partie difficile pour Carter

L'OLP rejette par avance toute solution sur le problème du Proche-Orient qui se ferait en dehors d'elle, estimant à juste titre que le nœud d'un quelconque règlement au Proche-Orient ne peut passer que par une prise en compte des intérêts légitimes du peuple palestinien. Elle est en cela soutenue par la quasi-totalité des pays arabes et aujourd'hui par le nouvel Etat iranien. Cette situation est donc plus favorable que jamais pour elle.

Les Américains veulent

une solution à tout prix, du moment qu'elle ménage les intérêts de leur allié sioniste et qu'elle s'effectue sous leur égide. Leur objectif ultime étant de ramener dans la région une situation calme qui préserverait leur influence.

Le régime sioniste de Begin refuse pour sa part toute concession tant sur le problème palestinien que sur sa domination sur les territoires arabes occupés depuis la guerre de 1967. Bien plus, il entend poursuivre son entreprise de colonisation systématique des territoires occupés, entreprise connue sous le nom

de « plan Sharon ». Le statut d'autodétermination que propose le régime sioniste pour les territoires occupés n'est en fait qu'une parodie visant à légaliser leur souveraineté sur les territoires qu'ils ont conquis par les armes, il y a 12 ans.

Le gouvernement égyptien, quant à lui, a toujours posé le problème d'un accord de paix entre l'Egypte et Israël dans le cadre d'un « règlement global » du problème de la région. Il insiste notamment sur le fameux lien qu'il veut imposer entre le traité de paix et la mise en place d'un régime d'autonomie dans les territoires

occupés de Cisjordanie et de Gaza. Lien que le régime sioniste a toujours refusé. Il est difficilement pensable que le gouvernement égyptien puisse ne pas tenir compte de l'avis unanime des pays arabes et surtout de l'Arabie Saoudite son soutien financier numéro un.

Or, l'Arabie Saoudite considère que la signature par Sadate de cet accord serait une trahison manifeste des intérêts arabes et palestiniens. Par cette position, il apparaît d'ailleurs que Ryad fait passer les intérêts arabes et palestiniens avant les intérêts américains.

7/4/79 11H15

DANS L'ACTUALITE

Ericsson-Brest

Les travailleurs continuent l'action



Manifestation au mois de janvier des travailleurs d'Ericsson

VENDREDI, les grévistes d'Ericsson-Brest ont fait le point à la suite de la réunion du comité d'entreprise de la veille. Le directeur a fait comme si la grève n'avait pas lieu et n'a pas répondu aux revendications concernant l'emploi, les salaires, le travail au rendement. Les grévistes ont fait le bilan sur leur force : ils sont majoritaires dans l'usine, surtout au niveau de la production. Aussi ont-ils décidé de continuer leur action jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Ils vont toujours empêcher la sortie du matériel de l'usine C à l'exception d'une infime partie constituée par le travail de sous-traitance), en poursuivant l'occupation du hall d'expédition et le blocage de l'entrée de l'usine. Afin d'économiser leurs forces, à partir de lundi, ce blocage sera effectué par roulement. Les grévistes se sont constitués en équipes qui débrayeront à tour de rôle 2 heures par jour. Ils continuent à populariser leur lutte : des autocollants et des affiches ont

été réalisés. Ils sont intervenus aux portes du stade brestois, à un spectacle de Lény Escudéro. Vendredi matin, 150 à 200 d'entre eux ont bloqué pendant 20 minutes la caravelle d'Airinter à destination de Paris. Ce n'était pas prémédité, mais les travailleurs d'Ericsson ont eu le plaisir de reconnaître parmi les passagers retardés, M. Bertrand, le directeur qu'ils avaient retenu dans l'usine la semaine précédente accompagné du numéro 2 du groupe Ericsson, un directeur financier.

La lutte des travailleurs d'Ericsson est populaire. Les syndicats CGT et CFDT de l'usine ont demandé à leurs unions locales de faire en sorte que les travailleurs brestois soient prêts à venir soutenir ceux d'Ericsson. Ce qui explique sans doute que le sous-préfet n'est pas encore fait appliquer l'ordre d'expulsion qui existe et hésite à le faire. *Pas un seul licenciement ! Thomson-Ericsson : parité des salaires ! Suppression des boni !*

Correspondant Brest

Message aux travailleurs de Denain

Les travailleurs en lutte d'Ericsson-Brest soutiennent sans réserve la lutte des travailleurs de Denain. Face aux justes revendications en particulier celles qui concernent l'emploi, le gouvernement et le patronat n'hésitent pas à envoyer contre les grévistes ses forces de répression. Constatons comme toujours que la violence engendrée par le système reste du côté de la bourgeoisie nous en avons eu la preuve chez Ericsson et nous sommes persuadés que la lutte unie de tous les travailleurs à la fois contre les licenciements et la répression policière vaincra.

Un journal algérien contre la division du tiers monde

UN éditorial, publié par l'hebdomadaire algérien *Révolution algérienne* vient de condamner les tentatives des puissances impérialistes pour diviser le tiers monde : « Les conflits, les guerres, les coups d'Etat organisés de l'extérieur et que connaissent actuellement certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine s'insèrent dans la stratégie de l'impérialisme qui vise l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire tiers mondiste, afin de perpétuer son hégémonie ».

Fait très important, le journal met l'accent sur la nécessaire unité de tous les pays du tiers monde pour faire face à l'exploitation et défendre leur indépendance : « (...) Les pays du tiers monde, par delà les différences de régimes politiques, ont senti la nécessité de s'organiser, d'unir leurs efforts pour constituer un front commun contre la politique d'exploitation et de pillage dont ils sont victimes ».

Cette position est soutenue massivement par de très nombreux pays du tiers monde, membres du mouvement des non-alignés, malgré les tentatives d'une minorité de pays comme Cuba et le Vietnam qui veulent diviser le tiers monde en deux camps opposés, les « progressistes » et les « réactionnaires ».

Après la manifestation de Denain du 10 mars

Faire obstacle à la division, renforcer l'unité et la solidarité ouvrières !

LE jour même de la manifestation à Denain — dont le caractère n'a pas été favorable, loin s'en faut, à l'unité, comme on le verra dans le compte-rendu ci-dessous — Barre revenait au micro de RTL sur les déclarations d'Etchegaray, « Pas question de suspension des licenciements » : un langage très dur, voir provocateur, en particulier sur la question de la violence, du minerai déversé sur les voies ferrées, etc. Barre s'est fait ferme et menaçant à l'égard des travailleurs et de leur lutte.

Dans son intervention vendredi dans les ateliers d'Usinor à Denain, lors du meeting appelé par la CGT et qui rassemblait plusieurs milliers de travailleurs, Séguy aussi avait parlé de violence, pour dire qu'il ne confondait pas la jeunesse de Denain avec les provocateurs de tous ordres et les groupuscules qui prônent l'action des minorités agissantes... Voulait-il dire que la riposte, certes violente des sidérurgistes et de la population était le fait de provocateurs comme le prétend ouvertement *Radio-Moscou* ?

C'est dans ce contexte que se déroulait la manifestation de Denain.

SAMEDI 10 mars, Denain 15 h 15. Nous venons à peine de quitter la place Baudin, lieu du rassemblement de départ, qu'un incident révélateur va se produire aux premiers rangs de la manifestation. Là se trouve une voiture rouge de la CFDT et une violente altercation s'ensuit, opposant les syndicalistes CFDT à des res-

ponsables de la CGT, dont Robert FROMONT, celui qui dirigeait le 16 février la manifestation de Valenciennes et un responsable de la FEN.

Ceux-ci exigent, ni plus ni moins, que la voiture de la CFDT débarrasse le plancher. Les syndicalistes CFDT sont engueulés, menacés : « Allez barrez-vous ! » leur hurle-t-on. Et, curieu-

sement, le responsable de la FEN n'est pas le dernier à œuvrer aussi agressivement au... renforcement de l'unité syndicale. Des militants CFDT appelés à la rescousse arrivent, se placent aux côtés de la voiture sono et le chauffeur qui cherchait déjà à se garer poursuit son chemin. Finalement, les responsables CGT freinent la manifestation afin d'isoler le petit groupe de militants CFDT autour de leur voiture rouge, à cinquante mètres de la tête du cortège. Désormais, la tête de manifestation sera la banderole CGT : « Techniciens, ouvriers, maîtrise, cadres, ingénieurs d'Usinor-Denain » portant ce slogan : « Contre le gâchis humain et matériel, pour une sidérurgie forte ».

Durant deux heures, la manifestation serpente en un long cortège à travers les rues de Denain en contournant le centre-ville où se déroulèrent les combats des jours précédents. De nombreuses entreprises sont représentées, mais parmi le déferlement des banderoles aucune, sinon celle du PCML, ne dénonce la répression policière. De fait, si l'on en juge également par les slogans (mis à part quelques « Du travail pour tous ! ») la manifestation ne semble pas répondre à son objectif initial : protester contre la répression policière. Et lorsque des travailleurs de la CFDT et des jeunes de la JOC ont lancé : « Union action contre la répression » on peut se demander ce qui a poussé les militants du PCF à couvrir ce slogan en criant : « Union action avec les communistes ! ». Il est vrai que d'un bout à l'autre du cortège, le PCF a massé des militants venus de divers arrondissements de la région. Et à diverses reprises et en plusieurs points de la manifestation il fit stopper le cortège afin de mettre en valeur ses troupes et de faire entendre ses slogans. La volonté de récupération est évidente.

LE MEETING

En arrivant au stade Bayard où doit avoir lieu un meeting, la manifestation commence lentement à se disloquer. Les manifestants se rassemblent sur la pelouse, mais dès la fin du discours de Fievez, le maire de Denain, membre du PCF

(qui remercia les personnalités présentes en citant tous les élus communistes et en oubliant les adversaires socialistes dont Mauroy qui se trouvait alors au pied de la tribune), la foule se disperse et il ne restera que quelques milliers de personnes pour écouter les responsables syndicaux. « Il faut écouter tous les orateurs », crie-t-on à la tribune, mais lorsque Chéreque prend la parole au nom de la CFDT, il est sifflé par les militants communistes massés au pied des gradins.

La pluie ne cesse de tomber accompagnée d'un vent froid. Le stade se vide.

LONGWY ÉTAT LA

Je cherche à discuter avec des sidérurgistes de Longwy. « La solidarité, me dit un travailleur, eh bien, nous sommes ici ! ». Et déjà, en s'excusant il rejoint ses camarades. « Nous repartons tout de suite », m'a dit-il dit. Visiblement, ils n'ont pas le cœur à discuter. Les militants de la CFDT roulent leur banderoles sous la pluie fine qui ne cesse de tomber. Après le stade, à l'angle de la rue Berthelot, ils sont tous là massés, ces travailleurs lorrains venus manifester avec leurs frères de classe de Denain.

Mais en repartant quelle image garderont-ils de leur venue à Denain où personne ne les a accueillis comme ils devaient l'être ?

Quel souvenir auront-ils de cette manifestation où l'on n'a pas cherché à les faire marcher à la tête aux côtés de ceux d'Usinor ? Qu'auront-ils à raconter à leur retour sur ce meeting où l'on n'a pas cherché à mettre en valeur leur présence et où leur organisation syndicale a été sifflée par les militants du PCF ?

Le chemin du sectarisme et de la division n'a jamais été favorable au développement des luttes de la classe ouvrière. Ce chemin a toujours conduit les travailleurs à l'isolement et à d'amères défaites. Plusieurs signes montrent qu'à Denain, les travailleurs doivent aujourd'hui se mobiliser pour faire obstacle aux entreprises de division, pour renforcer l'unité et la solidarité ouvrières.

Rémi DAINVILLE

La manifestation de Denain vue par ceux de Longwy

Dix heures de car pour venir apporter leur soutien à leurs camarades de Denain : ils étaient 120 de Longwy. Le groupe formé par eux sous leur banderole CFDT était dynamique et cela contrastait avec l'ensemble plutôt morne de la manifestation. Bien accueillis par la population de Denain, ils étaient applaudis par les gens massés sur les trottoirs.

La manifestation se terminait au stade, le groupe de Longwy se trouva comme les autres travailleurs sous la pluie à patauger dans la boue du terrain détrempé. Les orateurs, élus et personnalités, étaient eux bien au sec à l'abri dans une tribune.

De plus, dans son discours, M. Fievez, le maire de Denain, salue ceux venus apporter leur soutien aux sidérurgistes, mentionne des députés, des conseillers généraux, des maires, etc. et omet la délégation de Longwy !

C'en était trop : les travailleurs de Longwy protestant en criant et sifflant quittèrent le stade. De nombreux travailleurs en firent d'ailleurs autant...

La moindre des choses n'aurait elle pas été au contraire que les sidérurgistes de Longwy, non seulement soient cités, mais aient la parole ?

Leur présence n'était elle pas justement l'exemple le plus remarquable de la solidarité ouvrière, et n'est-ce pas à l'unité entre les sidérurgistes de Longwy et Denain d'abord qu'il s'agit de travailler ?

Au Jour le Jour



Brest

Deux militants en correctionnelle

Dans la série suites de la marée noire

VENDREDI matin dernier, deux militants comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Brest pour « provocations de militaires à la désobéissance par distribution de tracts ». Au cours de l'audience, les inculpés et témoins ont affirmé que le tract en question n'avait fait que dire la vérité et se sont élevés contre les poursuites alors que les responsables de la marée noire n'ont pas été, eux, poursuivis.

Deux militants (Pierre Plouhinec, 32 ans, agent à l'EDF et Francis Hall, 44 ans, paysan) étaient inculpés de « provocations de militaires à la désobéissance par distribution de tracts ».

L'inculpation est apparue disproportionnée par rapport au contenu du tract distribué. Francis Hall devait d'ailleurs déclarer : « Si on avait voulu les provoquer à la désobéissance, on aurait dit les choses beaucoup plus clairement ».

De nombreuses associations et organisations ont apporté leur soutien à nos deux camarades. Au: organisations ayant signé un appel commun contre cette atteinte aux libertés démocratiques (CF liste du quotidien de la semaine dernière), sont venues s'ajouter les protestations de la Confédération syndicale des familles et de l'union locale CGT de Brest, exigeant la relaxe des deux militants inculpés.

le », qui est à l'origine de l'inculpation, n'était pas de la provocation gratuite, bien au contraire. « Le pétrole de l'Amoco-Cadiz a été ramassé dans des conditions médicales et sanitaires plus que précaires. Le bateau contenait une masse énorme de composés aromatiques qui se sont répandus dans les jours suivant l'accident et qui comprenaient environ 75 000 tonnes de benzène, ce produit est connu et réglementé par la médecine du travail. Une convention internationale existe et régit même le cas du benzène quand sa teneur dépasse 1% de l'atmosphère ambiante. Or, dans les jours qui ont suivi le naufrage, cette teneur a atteint les 10%. Les militaires et les volontaires qui s'y sont exposés peuvent voir des troubles se déclarer d'ici dix ans. Il est très grave que les médecins de la faculté de Brest n'aient pas pu examiner les militaires, l'armée s'y étant strictement refusé... ».

Monsieur Le Hir, secrétaire cantonal de la FDSEA, a déclaré : « Monsieur Hall a travaillé également dans le mazout. Il faut avoir vécu dans cette gadoue pour comprendre sa réaction. »

ET LES POURSUITES CONTRE LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES ?

M. Jegou, agriculteur, qui travaillait à la coordination

des paysans luttant contre la marée noire : « Aujourd'hui, on poursuit des militants mais où en sont les poursuites contre les sociétés pétrolières ? ». Monsieur Villiers, militant CFDT à EDF : « Ces deux militants se sont fait les interprètes de ceux qui étaient obligés de travailler dans le mazout. Tout le monde a droit à l'information, les soldats comme les autres ».

Maitres Bergot et Choucq, défenseurs des inculpés, souligneront que « les fauteurs du trouble principal ne sont pas encore poursuivis, il est étonnant que les premiers, après cette catastrophe, à se retrouver devant un tribunal sont ceux qui ont participé au nettoyage. Il y a dans ces poursuites une injustice que le peuple ne comprend pas ». « Les militaires ont travaillé sur les plages sans réelle surveillance médicale. Si de dire la vérité, c'est une incitation à la désobéissance, alors on vous demande de dire que l'armée n'a pas droit à la vérité. Le moral de l'armée est-il si fragile qu'elle peut craindre autant d'un simple tract ? ».

Le tribunal fera preuve d'une finesse d'esprit inégalée en donnant acte aux inculpés de ne pas avoir « invité les militaires à tirer au bazooka sur la voiture du colonel ». Francis Hall, arrêté dans un café avec Pierre Plouhinec, a nié avoir participé à la distribution du tract en cause (dont, par ailleurs, il affirme être d'accord avec le contenu). L'accusation n'a pu prouver sa participation à la distribution, ce qui n'empêche pas que le ministère public réclame une « peine de principe » pour les deux camarades sous forme d'une amende. Comme il se doit, le jugement a été mis en délibéré et ne sera rendu que le 30 mars.

Correspondant

Les élèves-infirmières en lutte se coordonnent

13 mars, journée d'action des élèves-infirmières

LES 10 et 11 février, une coordination nationale des élèves-infirmières hospitalières s'est tenue à Châteauroux. 13 régions sur 21 étaient représentées. En octobre 1978 une première coordination nationale avait eu lieu à Lyon, où un statut de travailleurs en formation avait été discuté. A la suite de cette coordination nationale, il avait été décidé :

1- De discuter à Châteauroux de la partie « formation » du statut, à partir d'un texte élaboré par des délégués de deux écoles (Morlaix et Châteauroux) auquel chaque école devait répondre en renvoyant leur synthèse au secrétariat national élu à la coordination de Lyon.

2- De lancer une action au niveau national.

Au cours de cette coordination où la majorité des présents venaient à titre personnel (il n'y avait pas auparavant d'élection au niveau de l'école pour savoir qui venait) un tour de table a permis aux élèves de chaque école de dénoncer la répression toujours croissante au sein de certaines écoles (internement de deux élèves pour attitudes « bizarres » ; elles osaient dire ce qui n'allait pas au niveau de la formation, renvois pour sympathie vis-à-vis des syndicats).

Une journée d'action a été décidée pour le 13 mars sur la base de la plate-forme des revendications immédiates suivantes :

- Paiement des stages à temps plein sur la base du

salaires d'aide-soignante.

- Fourniture et entretien de l'uniforme.

- Pas de travail le week-end (sauf pour les temps pleins).

- Panneau d'affichage.

- Possibilité de se réunir en assemblées générales sur le temps de formation.

- Droit d'expression et d'organisation.

- Soins et médicaments gratuits.

Cette journée du 13 mars sera menée différemment selon les écoles, et leurs possibilités matérielles (tracts, grève, pétitions, délégations).

Une troisième coordination nationale est prévue les 17 et 18 mars à Châteauroux pour faire le bilan de cette journée et pour reconduire l'action.

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Frappé par la police, il est condamné à deux mois de prison

LE procès de Larbi K., cet ouvrier marocain qui avait été accusé de « violences à agent de la force publique » lors d'un contrôle de police dans le métro parisien, a eu lieu le 6 mars à Paris. C'est en rentrant du travail que Larbi avait été pris à parti par des « civils » d'un drôle de genre qui participaient à une opération « coup de poing » au métro Barbès (cela, il l'apprendra par la suite). Frappé, Larbi s'était réveillé à l'hôpital et avait été ensuite gardé à vue près de deux jours au commissariat.

Au cours du procès, les « civils » en question ont déclaré avoir décliné leur identité à Larbi avant que celui-ci ne riposte, croyant à une attaque (encore un immigré qui veut se faire expulser ?). Le procureur, après avoir parlé de la violence... de Larbi a demandé un an de prison ferme. Après deux heures et demie de délibération, le verdict : deux mois de prison avec sursis et 1 500 F à payer. Cette somme est un minimum et une décision définitive à ce sujet sera prise le 25 septembre 1979. A cette date, le tribunal disposera d'un rapport d'experts sur l'état du policier « agressé » par Larbi et qui déclare souffrir de maux de tête après les coups ; il a eu 51 jours d'arrêts (maladie, bien sûr).

Ce procès s'est déroulé juste avant que Larbi ne soit convoqué à la Préfecture pour vérification de ses cartes de séjour et de travail.

Quarante personnes étaient venues soutenir Larbi au procès. De nombreuses réunions publiques avaient été organisées dans les se-

maines qui précédaient le procès à l'initiative du comité de soutien.

Correspondant Paris

Session du Parlement sur l'emploi

Giscard était le premier

Le *Canard enchaîné* du 7 mars révèle que le 26 février dernier Giscard en personne avait suggéré à Chirac, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, de demander au nom de ce groupe, une réunion extraordinaire du Parlement pour débattre de l'emploi. Ce qui est intéressant ce n'est pas que l'UDF se soit fait souffler l'initiative par Chirac et le RPR, mais c'est la motivation d'une telle suggestion de la part de Giscard. D'après *Le Canard enchaîné*, ce dernier aurait expliqué à ses proches que cette session extraordinaire du Parlement pouvait servir « à dévier le mécontentement de la rue vers l'Assemblée ». En fin politicien bourgeois, Giscard connaît parfaitement les ficelles de la politiquerie pour tromper le peuple. Mais s'il espère (avec d'autres) entamer la détermination des sidérurgistes par ce moyen, il risque d'être déçu.

Licenciée parce qu'enceinte !

EMBAUCHEE LE 17 août 1978 comme secrétaire dans une petite entreprise de Marseille, Malika Chemri annonçait à son patron quelques semaines après qu'elle était enceinte. Lui présentant un certificat médical attestant qu'elle attendait un enfant, elle lui demandait un congé maternité. La réponse du patron fut de la licenciée. Son argument est aussi simple qu'arbitraire : une femme enceinte n'a pas à chercher du travail. Le patron s'estime trompé. Malika poursuit alors le patron devant les prud'hommes, puis devant le tribunal correctionnel. Il existe en effet une loi interdisant tout licenciement d'une femme parce qu'elle est enceinte de même que le refus de toute embauche pour la même raison.



1978 : des soldats participent aux opérations de nettoyage consécutives à la marée noire. (photo HR)

« Un événement qui soulève des questions trop importantes... »

La riposte chinoise aux provocations vietnamiennes n'a pas été sans susciter des interrogations dans notre pays. Nous publions ici, avec une réponse, une lettre que nous a envoyée, début mars, un groupe de lecteurs de la région parisienne.

« La riposte chinoise aux provocations vietnamiennes est un événement qui soulève des questions trop importantes pour que nous nous contentions des informations et commentaires parus dans les journaux qui, habituellement, répondent à notre souci de vérité. La lecture de la presse du PCML n'a pas répondu à notre attente.

Nous aurions souhaité des informations moins partiales : le soutien aux thèses chinoises dans la presse du PCML, ces dix derniers jours nous paraît inconditionnel.

Pourquoi cette riposte, même si elle est légitime, intervient-elle maintenant ? Pourquoi le lien avec la situation au Cambodge n'a-t-il jamais été évoqué à ce propos ? Pourquoi ne sommes-nous pas informés exactement des thèses du gouvernement vietnamien ?

Nous sommes au courant des méfaits des soldats vietnamiens, nous ne savons rien sur les méfaits de la riposte chinoise. L'armée chinoise ne fait-elle pas de victimes ? Jusqu'où a-t-elle pénétré en territoire vietnamien ? Une carte ne pourrait-elle pas nous indiquer la situation ? Que signifie une « action limitée dans l'espace » ? - 20, 40, 60 km ? - Une action limitée dans le temps ? - Quinze jours, trois mois, un an ? A partir de combien de jours, à partir de combien de territoires occupés, à partir de combien de morts, une riposte devient-elle une guerre ?

Mais alors serons-nous prêts à défilier à Paris, pour soutenir le peuple vietnamien, comme nous avons défilé pour le peuple cambodgien ?

Le PCML a justement dénoncé l'alignement aveugle du PCF sur Moscou. Il ne faut pas qu'à son tour, on puisse lui reprocher un alignement semblable sur Pékin, tout en partageant la même idéologie.

Cordialement
Un groupe de lecteurs

Chers camarades,
Nous espérons que depuis votre lettre les articles parus dans le journal ont mieux répondu à vos préoccupations. Nous allons cependant essayer de préciser les réponses que nous apportons aux questions que vous posez.

1 - POURQUOI CETTE RIPOSTE MAINTENANT ?

Il y a plusieurs mois que les Chinois mettaient les dirigeants vietnamiens en garde contre leurs agissements à la frontière. Très certainement, ces mises en garde solennelles n'ont pas été prises suffisamment au sérieux par les dirigeants de Hanoï. Nous-mêmes, ne leur avons peut-être pas donné alors l'importance qu'elles méritaient. Il est important de noter que des mises en garde, parmi les plus fermes, sont parues dans la presse chinoise durant le mois de novembre. C'est-à-dire bien avant l'agression massive du Vietnam contre le Kampuchea.

L'expulsion forcée des résidents chinois du Viet-

nam, l'escalade des provocations vietnamiennes à la frontière chinoise, verbales et mineures dans un premier temps, meurtrières dans un second temps, constituent une série d'événements ayant leur logique propre. A chaque phase de détérioration des relations, la Chine a répondu de manière appropriée et proportionnée à la nature de la provocation. De manière verbale tout d'abord, par des mises en garde solennelles ensuite. Et à chacun de ces incidents, la Chine a proposé de négocier. Il est à regretter que ces mises en garde n'aient pas suffi à faire réfléchir les dirigeants vietnamiens. Mais à trop tirer sur une corde...

2 - LE LIEN AVEC LA SITUATION AU CAMBODGE

En ce qui concerne le lien avec la situation au Cambodge, il serait évidemment faux de croire qu'il n'y en a aucun. Ce lien existe, il est objectif et se traduit de plusieurs manières : tout d'abord, par le Vietnam lui-même. C'est en effet le Vietnam dans un même désir d'hégémonie régionale, et poussé par le social-impérialisme qui occupe actuellement le Laos, qui a agressé le Cambodge, qui revendique des îles chinoises, et qui enfin a commencé à empiéter sur le territoire chinois, entraînant la riposte.

La seconde tient, pourrait-on dire, à la concrétisation militaire de l'expansionnisme vietnamien : c'est « en douceur » que les troupes vietnamiennes avaient réussi à occuper le Laos. L'agression armée contre le Cambodge a nettement mis en lumière que la politique des dirigeants de Hanoï ne pouvait plus être considérée comme une « succession d'erreurs », mais bien

comme une volonté délibérée de recourir à la force pour imposer leurs vues. Et cela d'autant plus que la signature du traité militaire avec l'URSS leur garantissait une apparente impunité, tout en faisant d'eux le bras armé des intérêts du social-impérialisme en Asie du Sud-Est.

Dès lors, les provocations vietnamiennes apparaissent nettement comme faisant partie d'un plan délibéré qui aurait pu tourner de manière plus grave si la riposte chinoise ne les avait pas stoppés à temps. La découverte et la destruction par les troupes chinoises de missiles pointés sur la Chine en sont une illustration. Il est donc clair qu'il existe un certain lien entre l'agression vietnamienne au Cambodge et la riposte chinoise.

Il est cependant net que ce lien n'est pas un lien de cause à effet ; même sans l'invasion du Cambodge, la Chine n'aurait pas pu admettre longtemps des graves provocations à ses frontières sans réagir.

En ce qui concerne les positions du gouvernement vietnamien, elles ne manquent pas de supports pour se faire connaître en France. Par contre, qui, à part la presse marxiste-léniniste, rend compte d'une manière honnête des positions de la Chine ? Certainement ni la grande presse, ni la presse du PCF. Les positions vietnamiennes, c'est en nous efforçant de les réfuter que nous en avons parlé (exemple l'article « petit Vietnam-grande Chine »).

3 - UNE RIPOSTE LIMITÉE DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

En ce qui concerne maintenant la riposte chinoise, il faut tout d'abord dire que, bien sûr, l'armée chinoise fait des victimes. C'est le

propre de toute armée dans un conflit. Un des buts principaux de cette contre-attaque était d'imposer par la force aux Vietnamiens la négociation puisque les discussions avaient échoué.

Cela ne peut évidemment pas se faire sans perte de part et d'autre. L'attitude l'armée chinoise vis-à-vis des populations civiles est une toute autre question à laquelle nous avons déjà répondu. Assurément, il faut s'attendre à ce que la presse pro-soviétique déverse bientôt des torrents de calomnies : « les méfaits chinois ».

Pour notre part, nous n'avons aucune inquiétude à ce sujet, les informations tant chinoises qu'étrangères indiquent clairement que les principes de strict respect des civils qui ont toujours guidé l'Armée populaire de libération ont été plus que jamais respectés ici.

Les photos de réfugiés que nous avons tous vues n'en sont pas un démenti. Il est normal de fuir une zone de combat. Les photos et les films pris dans les villages occupés par les Chinois sont par contre une preuve qui montrait des villageois désemparés secourus par des combattants chinois qui s'efforçaient en outre de réparer les inévitables dégâts dus à la guerre.

Si la Chine s'était présentée comme un agresseur, c'est un type tout différent de guerre qu'elle aurait menée. S'attaquant en particulier aux centres industriels, débarquant et parachutant des troupes sur l'arrière de l'ennemi. Il n'en a rien été car ce que la Chine voulait, ce n'était pas occuper à son profit le Vietnam ni renverser le gouvernement vietnamien pour y mettre un gouvernement fantoche comme le Vietnam l'a fait au Cambodge, mais uniquement faire une démonstration de force et de fermeté pour établir une fois pour toutes

la paix à ses frontières.

Cette action a duré seize jours et avancé d'une trentaine de kilomètres ; elle aurait pu durer plus et avancer plus si les circonstances l'avaient exigé sans que sa nature en soit changée pour autant.

« Limitée dans l'espace et dans le temps » signifie qu'elle ne visait pas à une occupation en soi du Vietnam sur la majeure partie de son territoire, mais qu'elle était déterminée par le but précis que nous venons de mentionner et que son retrait était conditionné par la réalisation de ce but.

4 - GUERRE JUSTE OU INJUSTE ?

Poser la question de savoir à partir de quel stade une riposte devient une guerre, c'est à notre avis passer à côté du fond du problème. Comment une riposte armée pourrait-elle ne pas faire partie du domaine de la guerre ? Et les incursions et provocations armées du Vietnam en territoire chinois n'en faisaient-elles pas partie, elles aussi ? C'est face à ces actions armées et dans l'impossibilité de parvenir à négocier que la Chine a eu recours elle aussi à la guerre.

Cependant, pourra-t-on nous rétorquer, la primauté des agressions vietnamiennes n'est pas décisive comme critère. En 1939 c'est bien Hitler avec ses préparatifs de guerre, ses annexions successives, sa volonté d'hégémonie qui était l'agresseur. Et pourtant ce n'est pas l'Allemagne mais la France qui a pris l'initiative de la guerre.

C'est vrai le critère décisif pour trancher du caractère des actions armées vietnamiennes et de la riposte chinoise réside dans l'analyse de la politique qu'elles ont prolongée et des objectifs qui leur ont été donnés.

Pour le Vietnam il s'est agi de continuer sa politique expansionniste régionale et d'agresser la Chine en comptant sur l'impunité du fait du soutien soviétique. Pour la Chine il s'est agi de continuer sa politique de fermeté face à l'hégémonisme en donnant un coup d'arrêt à l'expansionnisme vietnamien ; de montrer qu'en fin de compte pour sauvegarder la paix c'est la fermeté et non l'esprit capitulationniste muniçois qui est payante.

5 - ALIGNEMENT SUR PÉKIN ?

Vous demandez, camarades, si on ne peut pas reprocher au PCML un alignement sur Pékin comparable à l'alignement du PCF sur Moscou, que, dites-vous, nous dénonçons à juste titre. Si notre parti a soutenu la contre-attaque chinoise, ce n'est certes pas de façon mécanique mais sur la base de notre analyse de la situation dans le monde, en Asie du Sud-Est, et de la politique menée par la Chine socialiste. Ce n'est pas aveuglément mais en toute connaissance de cause que nous avons fait confiance aux camarades chinois.

Cette confiance basée sur notre idéologie commune, le marxisme-léninisme, est confortée par l'accord que nous avons toujours constaté entre les déclarations de la Chine et ses actes. L'annonce du retrait unilatéral des troupes chinoises après un peu plus de quinze jours de riposte en est un nouvel exemple.

Nos lecteurs ont raison de poser franchement la question de l'« alignement ». Celui du PCF sur l'URSS n'a-t-il pas été un fâcheux précédent dont on voit encore se renforcer aujourd'hui les conséquences négatives dans les préparatifs du 23e congrès.

Mais il nous a aussi été un enseignement par la négative en montrant la nocivité de la notion contraire au marxisme-léninisme, de parti père, dictant aux autres leur conduite. Le Parti communiste chinois a d'ailleurs été le premier, du vivant même de Staline, avant la dégénérescence capitaliste de l'URSS, à refuser cette notion ainsi que celle de « modèle » qui a tant marqué l'histoire du Mouvement communiste international.

Nous-mêmes nous efforçons, en toute modestie, d'appliquer en France le marxisme-léninisme à la réalité concrète de notre pays conformément aux principes énoncés par Mao Zedong, continuateur de Marx et de Lénine. D'ailleurs comment pourrait-on parler de modèle chinois pour un pays si différent de la France. Ne serait-ce pas une pure absurdité ?

Si d'une manière générale nos points de vue sont semblables ou convergents c'est dû au fait de notre idéologie commune et de l'analyse que nous partageons de la théorie des trois monde. Et de cela on ne peut que s'en réjouir.

Serge FOREST
Jean QUERCY



Un soldat d'une unité frontalière chinoise apporte du riz à des Vietnamiens (Photo agence Chine Nouvelle).

NOTES DE LECTURE

Domitila

Le cri de mon peuple



Domitila : elle habite un deux pièces en terre battue avec douze autres membres de sa famille

DOMITILA, femme de mineur bolivien, a livré dans un témoignage chargé d'émotion ses années de lutte au service de son peuple, et plus précisément de ses frères de classe, les mineurs de « Siglo XX ». Voici un extrait de son livre « Si on me donne la parole ». Cet extrait raconte comment elle commence à lutter aux côtés des mineurs.

« Cette nuit-là, mon compagnon a disparu. J'ai attendu, attendu qu'il revienne du travail, et puis rien... Je n'y étais pas habituée, je suis rentrée à la maison et j'y suis restée à attendre en pleurant et en essayant d'imaginer ce qui avait pu lui arriver. Le lendemain quand le jour s'est levé, j'ai préparé un peu de quoi manger et puis je suis allée à l'endroit où travaillait mon mari. Là, on m'a dit que tous les travailleurs étaient partis, qu'il n'y avait plus personne parce qu'on avait décidé la grève.

Allez donc au syndicat, demandez si votre compagnon y est, il est peut-être lui aussi en train de monter la garde. Je suis donc allée au syndicat. On m'a fait entrer et

j'ai vu plusieurs de mes compagnes. J'ai demandé si mon mari était là. Eh bien, oui, il était là et il est venu me voir. Il avait passé toute la nuit à monter la garde. Il était heureux et il m'a dit :

— Tu vois, ils ont mis nos dirigeants en prison à La Paz, mais nous, nous avons amené les gringos ici, les femmes les ont mis ici et nous montons la garde. Et il m'a raconté ce qu'elles avaient fait, plein d'enthousiasme. A un moment, il m'a dit :

— Regarde cette dame qui est là... comme elle est vieille. Je l'ai regardée, c'est vrai, c'était vraiment une ancienne avec ses cheveux tout blancs. Elle était assise près de la fenêtre, elle mon-

trait la garde. — Et toi, a-t-il ajouté, espèce d'idiote, je suis sûr que tu as passé une très bonne nuit, à bien dormir ! Cela m'a beaucoup blessée. Mais la camarade Norberta, qui l'avait entendu, lui a dit :

— Non, ne croyez pas ça, je ne crois pas qu'elle a passé une bonne nuit. Elle a dû ne pas dormir de la nuit en pensant à notre situation. J'ai été très heureuse qu'elle vienne ainsi à mon aide. Et j'ai pensé : elle a bien deviné que je n'ai pas dormi de toute la nuit, parce que j'avais de la peine avec tout ce qui se passait et que j'attendais le retour de mon compagnon pour savoir ce qu'il en pensait.

Bon, a dit Norberta, si la camarade n'a rien fait jusqu'à maintenant, c'est sûrement parce qu'on ne lui en a pas donné la possibilité. Mais je suis sûre qu'à partir de maintenant elle va collaborer. Mon mari a dit : — Quoi, cette idiote ? Mais c'est à peine si elle sait garder les enfants ? — Non, a dit Norberta, c'est parce qu'on ne lui en a pas donné la possibilité. Et à moi, elle m'a dit : — Regardez, camarade, nous restons ici à monter la garde, nous devons empêcher ces prisonniers de s'échapper. C'est une tâche difficile pour des femmes et nous avons besoin de monde. C'est pourquoi nous voudrions, s'il vous plaît, que vous puissiez venir collaborer avec nous.

Alors j'ai dit à Norberta que oui, que je pouvais venir monter la garde. — Et dans quelle pointe veux-tu être ? m'a-t-elle demandé. — Combien y a-t-il de pointes (équipes) ? — Trois. — Bon, mettez-moi dans les trois, ai-je répondu. J'ai été à la maison chercher mes enfants et je suis revenue au syndicat pour y rester (...)

Ania Francos

« Il était des femmes dans la Résistance »

ANIA FRANCOS, journaliste et écrivain, vient de publier aux Editions Stock, un livre sur la Résistance avec le choix délibéré de faire témoigner les femmes dont le rôle a été non négligeable mais dont l'histoire traditionnelle parle peu. Il y a seulement six femmes sur la liste des médaillées de la Résistance, et pourtant... C'est un livre passionné et passionnant, riche, très documenté, où les femmes se

racontent, avec simplicité et modestie. Horreur et beauté mélangées, et le courage inoubliable de ces femmes torturées, déportées mais qui n'ont pas cédé, qui étaient souvent des cadres et qui restent ignorées. Et à travers leur témoignage, ces femmes de tous âges, ouvrières, mais aussi intellectuelles ou bourgeoises, font vivre tout un peuple qu'on voit souffrir et lutter. C'est une tranche d'histoire qui est reconstituée.

TEMOIGNAGE

Une infirmière raconte

« L'asile, c'est le ghetto des souffrants »

C'ELA fait trois ans maintenant que je travaille en hôpital psychiatrique, infirmière psy... Drôle de métier qui vous ronge salement. L'hôpital psychiatrique, ce n'est pas la prison pour révolutionnaire, pour ceux qui pensent autrement, faut pas raconter d'histoires (il y a des cas individuels bien sûr). L'asile c'est le ghetto celui des souffrants, de ceux qui se sentent mal dans leur peau, des improductifs, de tous ceux qui nous gênent.

L'alcoolique qui fait le cirque toutes les nuits et joue du couteau quand il est bien bourré ; le jeune qui fauche à droite et à gauche, qui parfois fout son poing sur la gueule de « ceux qui ne sont pas contents » ; le gosse débile profond qu'un « bon » médecin a peut être réanimé à la naissance et que les parents, faut pas les juger, ont placé à l'asile... J'en ai vu de ces gosses, (à 20, 30 ans toujours des gosses) attachés sur des chaises dans leur lit, j'en ai vu nager dans leurs excréments et s'en barbouiller de la tête aux pieds. Ils existent pour nous, mais si peu, pour manger, dormir et se salir.

dégingolade vitesse grand V. Le premier jour, la petite méné, elle nous demande « les toilettes, madame ? » ; deux trois jours après elle fait sur elle. Au rapport, on marquera sans tiquer, « gâtisme urinaire ». Seulement, voilà on ne lui a pas beaucoup expliqué à la grand-mère où ils sont les WC. Une fois ça suffit plus et il faut dire que placés comme ils le sont, les chiottes, ce n'est pas facile de les trouver dans cette immense maison. Alors, elle se ratatine, la grand-mère, reste assise dans un coin, elle ne connaît rien là-dedans. Plus de repère, et un jour elle meurt... Que de mots il faudrait pour crier toute cette misère !

LES VIEUX DÉGRINGOLENT A VITESSE V

Et ces grand-mères et grand-pères qui déraillent, racontent des trucs pas possibles, ne reconnaissant plus personne. Nouvelle adresse : hôpital psychiatrique. Et arrivés là, c'est la

20 ANS, PAS DE FAMILLE, SANS AMOUR

Et Danielle, 20 ans, pas de famille. Elle en a fait des institutions, n'a fait que ça, sans amour. Elle est là, maintenant à hurler sa douleur, à se mordre au sang

(ses lèvres, sa langue tuméfiées au point de l'empêcher de déglutir, de manger). Atroce de la voir se rouler par terre, les yeux révoltés, se tordant les mains. Diagnostic : hystérie ; vous savez cette maladie des femmes...

Et on se sent si impuissant, si inutile devant cette angoisse qu'elle ne peut pas dire avec des mots mais qu'elle exprime si cruellement avec son corps.

SIX OU QUATRE POUR 70 MALADES

Dans mon pavillon, il y a 70 malades ; on travaille la plupart du temps à 5, 6, quand ce n'est pas 4. Effectifs insuffisants, personnel crevé. Oui camarades, c'est sûr qu'il faut se battre pour des effectifs corrects, mais ce n'est pas tout.

Parfois les coups pleuvent, les insultes, les menaces...

Dernièrement alors que j'étais au chevet de Danielle la nuit, je pensais aux camarades chinois, à ce truc dingue que j'ai lu. Pour essayer d'aider les schisos à émerger, à reprendre pied sur le réel, les infirmières vivaient 24 heures sur 24, dormaient avec dans le même lit... réapprendre à celui qui se noie les choses les plus simples : un contact physique chaleureux par exemple. Et quand j'y ai pensé j'ai eu un petit sourire amer...



Une photo du film : « Promenade au pays de la vieillesse ».

Fos-sur-mer

CFEN, action pour la réembauche

JUSTE après les législatives de mars 1978, nous avons été 72 ouvriers environ à être licenciés. La direction de l'usine profitant de l'attentisme imposé aux ouvriers pour les élections avait réussi à licencier « en douceur ».

Par la suite, elle revenait sur les avantages acquis par les travailleurs au cours des luttes des six dernières années et imposait dans l'usine une atmosphère insupportable. La CFEN, au niveau national, poursuit sa restructuration liée à celle de la sidérurgie et les actionnaires s'entre-déchirent pour prendre le contrôle majoritaire de l'entreprise. Dernièrement, ayant reçu des commandes (plate-forme pétrolière), les patrons ont trouvé le moyen de faire exécuter le travail en passant un contrat de sous-traitance avec l'entreprise Philippou, mais le travail se fait dans l'usine CFEN et avec du matériel CFEN: c'est bien d'embauche d'interimaires dont il s'agit et c'est illégal, les ouvriers licenciés ayant priorité d'embauche pendant deux ans.

Lundi 5 mars, une partie des licenciés encore chômeurs ont réclamé leur réembauche aux mêmes conditions qu'auparavant. 25 d'entre eux et une partie des ouvriers toujours dans la boîte ont bloqué l'entrée. La direction espérait qu'il se créerait des incidents avec les intérimaires de Philippou, mais ce fut au contraire la fraternisation entre tous les ouvriers.

Les patrons avaient, le vendredi 2 mars, tenté une autre manœuvre de division: rassemblant les ouvriers CFEN restants, elle leur avait dit: « Si vous soutenez les chômeurs, cette bande de fainéants et d'agitateurs, nous serons obligés de fermer l'usine ». Manœuvre soutenue par FO et la CGC qui se sont empressées d'envoyer un télégramme à l'inspection du travail allant dans le même sens. Les travailleurs ont été contents de se retrouver et un délégué CGT le confirmait: « La venue des chômeurs est un véritable démenti aux patrons et à la racaille FO ». Pour certains chômeurs, cette réflexion a été une remise en cause de la politique syndicale d'attentisme lors des législatives de mars 1978.

PREMIER RECU DES PATRONS

Aux dernières nouvelles, la direction a fait savoir à l'inspection du travail qu'elle ferait des propositions d'embauche aux ouvriers P1 (5 à 6 camarades). L'action se poursuit.

Correspondant

SOMAFER

LUNDI 5 mars à 5 heures, la grève démarre. A 13 heures, un chef d'équipe fonce avec son camion sur le piquet de grève, pousse un ouvrier dans sa voiture dans un canal. Un délégué CFDT et l'ouvrier veulent porter plainte: les flics de Fos refusent de l'enregistrer à deux reprises. Les patrons de SOMAFER sont passés par là!

Reims

Boycott du restaurant universitaire

SOUS la direction de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains), l'UGET (Union générale des étudiants tunisiens), la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) et le MAS (Mouvement d'action syndicale), les étudiants boycottent le restaurant universitaire du campus universitaire de Croix rouge (un quartier de Reims). Ceux-ci exigent le départ du directeur raciste du restaurant universitaire et l'amélioration de la qua-

lité de la nourriture.

Pendant les vacances de février, les étudiants étrangers constatèrent une baisse de la qualité de la nourriture et en firent la remarque au directeur. C'est alors que celui-ci leur déclara qu'ils n'avaient qu'à « retourner chez eux, s'ils n'étaient pas heureux ces Arabes! ». Puis il leur montre son dos nu en s'écriant: « Voyez ce qu'ils m'ont fait les Algériens! » voulant légitimer son racisme. Mais que faisiez-vous en Algérie, Monsieur de directeur? Bref, face aux nouvelles provocations racistes de ce directeur, le boycott du restau U est organisé et remporte un succès certain.

A noter que l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) ne s'associe pas au mouvement sous prétexte qu'il ne peut mener d'action avec un syndicat fantôme, le MAS et sous prétexte qu'il ne peut exiger le renvoi d'un salarié tel le directeur: « On n'est pas raciste, mais on n'est pas pour le boycott ».

La question est: « Veut-on réellement combattre le racisme dans les faits et pas seulement en parole? ». Quoiqu'il en soit, même sans l'UNEF, le combat continue.

Correspondant Reims

Manifestation à Guingamp contre les licenciements à l'AOIP

LE 8 mars, les commerçants de Guingamp, touchés par les conséquences des licenciements à venir et des réductions d'horaires actuelles, ont décidé de fermer boutique toute la journée. Il n'y avait pas un commerce d'ouvert à Guingamp. Les travailleurs de l'AOIP qui, pour plus de la moitié d'entre eux vont voir leur horaires ramenés de 40 à 32 heures ont profité de l'occasion pour organiser une manifestation.

Il n'y avait pas eu d'appel général dans les écoles et les entreprises. Mais ceux qui ont pu sont venus et beaucoup d'autres ont regretté qu'il n'y ait pas eu d'appel à un débrayage et se tiennent prêts pour une autre fois.

Des représentants des conseils municipaux de toute la région participaient également. A l'appel des travailleurs, ils ont constitué un comité de défense. Une délégation des ouvriers et ouvrières de la LTT de Lannion, drapeau rouge en tête, a été vivement applaudie.

Tout cela faisait vers 1 500 personnes, ce qui ne s'est pas vu depuis long-

temps à Guingamp. L'ambiance était combative, on entendait crier: « Avec nous dans la rue pour que Guingamp ne soit pas foutu », « Union, action, pour que vive la région », « Du chômage pour les bretons, du profit pour les patrons, non! Non! Non! ».

Un délégué syndical a déclaré: « Nous avons le choix entre crever ou se battre, nous avons choisi de nous battre. Il faudra s'attaquer à tous les centres de décision. Ce sera une lutte dure, longue difficile ».

C'est cette lutte que nous soutenons.

Correspondant

Société languedocienne Chaffoteaux et Maury (Montpellier)

En grève contre les licenciements et pour leurs revendications

LES ouvriers de cette petite entreprise de dépannage qui a des antennes d'un ou deux ouvriers à Perpignan, Béziers, Alès, Nîmes se sont mis en grève le 7 mars 1979. Un P1 est payé en moyenne 2 600 F net pour 43 heures de travail.

Le syndicat CGT existe depuis trois ans et dans cette entreprise ancienne de 15 ans qui emploie 28 ouvriers il n'y avait pas eu de gros problèmes. Les choses se sont gâtées depuis trois ans avec la mise en place d'une nouvelle direction qui a l'intention, semble-t-il, de se débarrasser progressivement des ouvriers qui ont beaucoup d'ancienneté pour les remplacer par des ouvriers moins qualifiés et bien sûr moins payés.

La méthode employée c'est l'envoi de lettres d'avertissement et au bout de trois c'est la porte. C'est pour s'opposer à ces mesures que les ouvriers sont en grève. Ils réclament outre la semaine de quarante heures, la cinquième semaine de congés payés et 10% d'augmentation de salaire en plus.

« Nous sommes décidés à tenir jusqu'au bout sinon de toute façon, on y passera tous un par un ».

Interview réalisée après la manifestation en soutien aux sidérurgistes (300 à 400 personnes le 8 mars).



Argenteuil

BLOC-NOTES

MARSEILLE

Débat sur la lutte du peuple corse

Le débat organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) aura lieu le vendredi 16 mars à 20 h 30 à la Fraternité de la Belle de mai - 7, boulevard Buret à Marseille.

ELANCOURT

Gala de soutien organisé par les postiers de Trappes en grève

A la « Maison pour tous » centre des 7 mares - Elancourt. Le mardi 13 mars à 20 h 30 avec Eugen Kirjuel, Yvan Dautin, Faqfayhauman.

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner: rédaction ou administration

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements. N'écrivez pas au dos des chèques!

Abonnez-vous à L'Humanité rouge. Quotidien et Bimensuel. Includes subscription tables for 'Quotidien' and 'Bimensuel' with columns for 'Paiement ouvert', 'Abt. de soutien', and 'Paiement fermé' for 1, 3, and 6 months. Includes a form to fill out with name, address, and postal code.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste. Includes a form to fill out with name, address, and workplace information. (A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge).

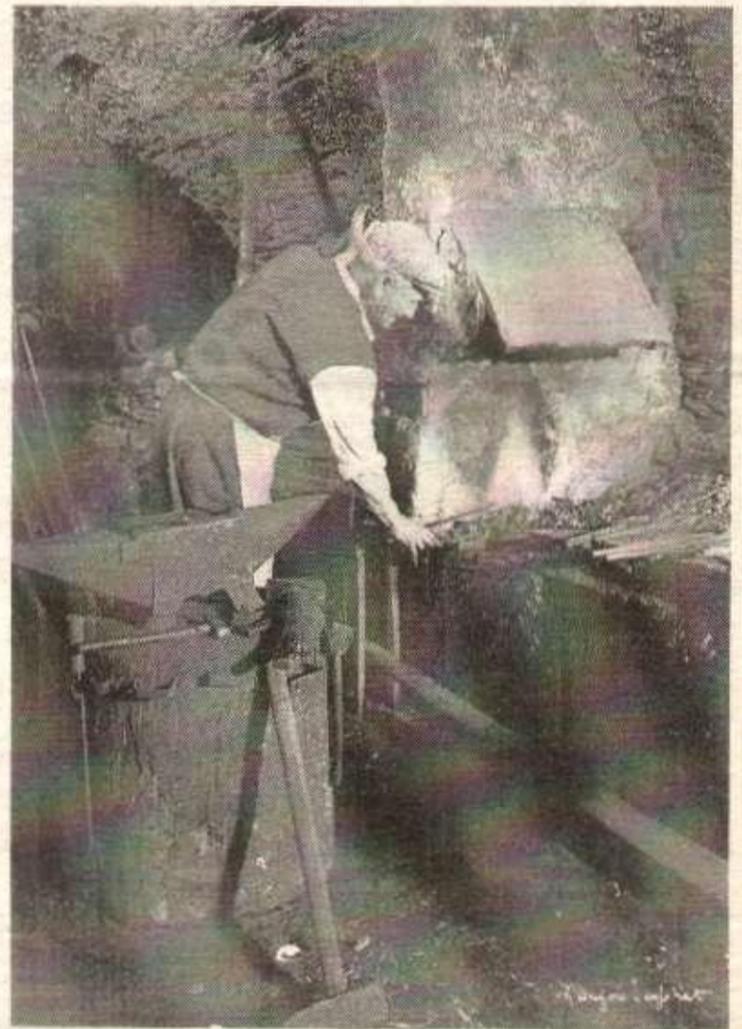
L'humanité rouge. Directeur politique: Jacques Jurquet. Rédacteur en chef: Jean Quercy. Includes contact information for the publication and its printer.

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 13 mars 1979

Soutien aux emprisonnés corses

«Ce n'est pas les années de prison qui vont me changer»

Les meetings d'Aix et de Paris ont été des succès et en même temps conçus comme un point de départ dans le développement du soutien aux patriotes corses emprisonnés



Le comité de soutien a en sa possession de très jolies cartes postales (en couleur) voici l'une d'elles. « Le marteau résonnait toujours sur l'enclume des siècles ». S. Valentin

D'autres meetings sont prévus : le 15 mars à Ajaccio (à l'appel du Collectif de Corte), un le 23 à Lyon (à l'appel du comité de soutien). Ces jours-ci le groupe « I Muvrini » fait une tournée en Bretagne (à l'invitation des cercles de Bretagne de la jeunesse communiste marxiste-léniniste et au profit de « A Riscossa »). Vers le 15 de ce mois devrait sortir un disque (vendu lui aussi en soutien) avec les chanteurs qui ont participé au meeting de Paris.

D'autre part, un comité de soutien s'est créé à Marseille le 14 février (il en existe également à Aix-en-Provence et à Nice) en liaison avec A Riscossa. Toutes ces activités de soutien sont plus que jamais nécessaires.

Ainsi, en février, il y a eu deux nouvelles arrestations : tout d'abord Didier Antoine Berti qui a été incarcéré, puis Jean André Lefebvre incarcéré à Fleury.

La lutte contre la répression doit se développer, notamment dans la pratique de tous les jours. Samedi 3 mars, une délégation d'une trentaine de personnes du comité de soutien de Paris a porté au juge Seguin (soi-disant absent) une motion demandant la libération des emprisonnés et dans l'immédiat leur regroupement. Il y a aussi d'autres questions à régler, telle celle de la santé. En effet, à Fleury plusieurs emprisonnés ont les mains enflées (les veines). Ils l'ont fait constater à un docteur, qui a dit que cela venait de la nourriture. Le Collectif de Corte a adressé également une lettre à tous les maires de la Corse.

L'IMPORTANCE DU COURRIER

Des lettres de prisonniers lues au meeting de Paris témoignaient

qu'ils n'ont nullement peur ni d'un procès, ni de la prison. Il a aussi été dit l'importance de leur écrire. C'est à la fois un

moyen de pression sur la cour et un grand soutien moral pour les emprisonnés. Alors n'hésitez pas !* A plusieurs reprises, nous

leur avons écrit et à leur tour plusieurs d'entre eux nous ont envoyé leurs salutations et remerciements. Ces jours-ci, nous

venons de recevoir deux lettres très chaleureuses. Dans la première, il est dit entre autres ceci : « J'ai reçu votre lettre du 15 et j'en ai été très heureux. Sachez que j'ai toujours reçu vos lettres et journaux et que cela me fait très plaisir.

Tout d'abord, nous sommes très heureux du soutien que vous nous apportez sur tous les points de vue.

Comme vous le savez, depuis plusieurs mois, nous avons été dispersés. Depuis notre détention, nous ne subissons que des mesures répressives, mais elles n'ont aucune emprise sur le moral. Elles renforcent au contraire ma volonté d'aller jusqu'au bout de ma détermination et ce n'est pas les années de prison que je vais faire qui me feront changer ».

LE POUVOIR FAIT TRAINER

Le pouvoir n'a toujours pas indiqué les dates de procès, alors que les dossiers sont clos et que les avocats doivent être prévenus au moins vingt jours avant. En faisant ainsi trainer en longueur, ce que permet précisément la juridiction d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat dont nous exigeons la dissolution, le pouvoir espère sans doute un essoufflement du soutien. Il voudrait ainsi frapper au moment où l'on s'y attendra le moins. Mais c'est un mauvais calcul, car en retardant ainsi, cela permet de développer les informations et la lutte contre la répression et pour le droit du peuple corse à disposer de lui-même. SI.

A propos de la Cour de sûreté de l'Etat Une drôle d'impartialité

LE 19 février dernier, Jean Nicoli et Jean-Pierre Colombani, deux des trente-trois patriotes corses emprisonnés, déposaient entre les mains du premier juge d'instruction une demande de mise en liberté. Ils sont poursuivis et inculpés « d'atteinte à l'intégrité du territoire national, association de malfaiteurs, vol et recels d'armes, de munitions et d'explosifs, attentat par substances explosives, en relation avec une entreprise tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat ».

Leur demande de mise en liberté a été rejetée, le 23 février. Représentés par leurs trois avocats, ils ont déposé une requête aux fins de récusation du président de la chambre de contrôle permanent de l'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat, Pierre Aguiton.

POURQUOI CETTE DEMANDE DE RECUSATION ? QUI EST DONC CE M. AGUITON ?

C'est l'ancien conseiller technique du célèbre Poniatowski, lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur.

Au moment de sa nomination de président de la chambre de contrôle, il « exerçait le mandat de conseiller général du canton de Brecey dans le département de la Manche, fonction qu'il exerce encore à ce jour, y étant élu et renouvelé dans son mandat depuis les élections cantonales de 1967 ». (1).

« Depuis les élections municipales de 1977, il est, en outre, maire du chef-lieu de canton de Brecey » (1).

« De plus, il exerce les fonctions de président de la Commission économique du Conseil régional de la Manche depuis sa création » (1).

Et comme l'« impartialité » n'a pas de limite, en 1978, dans le cadre des élections législatives, il s'est présenté dans la 2e circonscription d'Avranches sous l'étiquette « Parti républicain » (c'est-à-dire le parti de Giscard) !

Pour couronner le tout, P. Aguiton est vice-président du Parti républicain dans le département de la Manche !

Voilà quelques faits qui en disent beaucoup plus que les grands discours creux sur la prétendue impartialité de la justice.

Au regard même de la loi bourgeoise française, la nomination d'Aguiton est entièrement illégale. Il est, en effet, écrit que « l'exercice des fonctions de magistrat est généralement incompatible avec l'exercice d'un mandat de conseiller général ou municipal. Nul ne peut être nommé magistrat ni le demeurer dans une juridiction dans le ressort de laquelle il aura exercé, depuis moins de cinq ans, une fonction publique élective visée au présent article ou fait acte de candidature à l'un de ces mandats depuis moins de trois ans ». (2).

Il résulte donc à l'évidence

qu'il y a une impossibilité absolue pour M. Aguiton d'« être NOMME magistrat, de le DE-MEURER dans la juridiction à laquelle il appartient ainsi même que purement et simplement de continuer à EXERCER des fonctions de magistrat ». (1).

Ce Monsieur Aguiton n'a pas été nommé par hasard, ça vient de très haut : c'est par décret du Conseil des ministres, le 10 mars 1978. Il ne pouvait, en effet, exercer la fonction de magistrat « puisqu'il en avait été détaché pour exercer celle de conseiller juridique du ministre de l'Intérieur » (1).

« Ces éléments démontrent surabondamment la situation de dépendance (de ce magistrat — NDLR) vis-à-vis de l'une des parties, en l'occurrence le Conseil des ministres, par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur » (1).

C'est pour toutes ces raisons que les deux patriotes corses et leurs avocats demandent la récusation de M. Aguiton.

A cette requête, ils en ont joint une autre : surseoir à statuer sur l'appel concernant les deux demandes de mise en liberté sur lesquelles Aguiton devait se prononcer jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur la demande de récusation de P. Aguiton.

S. L.

(1) Citations de la requête aux fins de récusation de M. Aguiton.

(2) Ordonnance du 22 décembre 1958.

*Pour les adresses, voir l'Humanité rouge bimensuel No 48 ou le quotidien No 1011 du 18 janvier 1979.